

# UTILISATION DES LANGUES AUTOCHTONES COMME OUTIL D'ENGAGEMENT AUPRÈS DES GOUVERNEMENTS ET COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DU NORD

Jenanne Ferguson et Evgeniia (Jen) Sidorova

## RÉSUMÉ

Le programme de recherche sur le corridor nordique canadien (CNC) combine la recherche universitaire formelle à une stratégie d'engagement auprès des communautés potentiellement touchées (Fellows et al. 2020). Trouver un terrain d'entente entre les peuples autochtones, les gouvernements et l'industrie sur les pratiques d'engagement et de consultation est impératif pour l'avenir du développement des ressources et de l'économie canadienne, et ultimement pour la réconciliation entre les peuples autochtones et le Canada (Boyd et Lorefice 2018). Dans cet article, nous nous concentrons sur la langue, soulignant que les langues sont plus que de simples outils. Au contraire, tous les systèmes de communication véhiculent des identités, des histoires et une mémoire à la fois individuelles et culturelles, et ils encodent les connaissances de manière spécifique.

Cet article examine comment les langues autochtones peuvent contribuer à un engagement significatif, en particulier dans le contexte du CNC. Nos recommandations visent également à renforcer les initiatives politiques autochtones existantes au Canada, à faire valoir les visions du monde autochtones et à soutenir éventuellement le processus de réconciliation. Nous nous appuyons principalement sur des universitaires autochtones pour expliquer les raisons pour lesquelles l'utilisation des langues autochtones est importante pour favoriser un engagement significatif lors des activités de recherche, de consultation et d'engagement communautaire et nous abordons les méthodes qui en permettent la mise en œuvre. Après l'examen de certaines tentatives d'intégration de ces concepts, nous formulons dans nos recommandations politiques cinq façons d'aligner l'ensemble du processus d'engagement communautaire sur l'utilisation des langues autochtones.

L'« engagement significatif » implique (c'est nous qui mettons en italique) « [...] la bonne foi de la part des deux parties [...] un dialogue bidirectionnel [...] des réponses complètes à la demande d'information (notamment par la traduction dans certains contextes), l'ouverture à l'accommodement et aux mesures d'atténuation, une disposition à concilier des intérêts conflictuels, l'intégration démontrable des préoccupations des communautés autochtones [...] » (Wright 2020, 29). Dans l'ensemble, la notion d'engagement significatif remet en question l'hégémonie des approches euro-occidentales de la science, de la recherche et

de la communication, et met sur le même pied d'égalité les langues et les perspectives autochtones. Les épistémologies et ontologies autochtones sont très différentes, notamment parce qu'elles ne positionnent pas le langage comme un concept distinct de la nature et du territoire et parce qu'elles mettent globalement l'accent sur une relation réciproque et interdépendante avec le territoire (Tully 2018, Reed et al. 2022).

Plus de soixante-dix langues autochtones appartenant à douze familles linguistiques étaient parlées au Canada en 2016, mais seulement par environ 0,6 % de la population (Statistique Canada 2017). Dans la région touchée par le CNC proposé, nous trouvons notamment les dialectes du cri, les dialectes de l'ojibwé, plusieurs langues athapaskanes et l'inuktitut, soit des langues qui comptent parmi le plus grand nombre de locuteurs de langues autochtones au Canada. La perte de la diversité linguistique autochtone au Canada est liée, dans l'ensemble, aux politiques d'assimilation des cultures autochtones et, en particulier, au génocide culturel et au linguicide stimulés par le système éducatif, notamment celui des pensionnats dans lequel des enfants ont été retirés de leurs communautés d'origine et soumis à des traumatismes qui ont conduit à une stigmatisation culturelle et linguistique. La perte de la langue a entraîné des lacunes dans la transmission culturelle, et tant de croyances liées au territoire (et à la spiritualité) ont été perdues, diminuées ou submergées au fil du temps. En raison de l'eurocentrisme de la recherche qui dévalorise les connaissances autochtones, les relations nuancées que les membres des communautés autochtones entretiennent encore avec l'environnement ont tendance à être négligées dans les évaluations d'impact environnemental et autres rapports.

Plusieurs communautés autochtones s'engagent activement dans des processus de revitalisation de la langue, lesquels varient selon les besoins et les souhaits des communautés. Ainsi, le nombre de locuteurs de langues secondes autochtones augmente depuis un certain temps (Norris 2007). Mettre l'accent sur la langue pour favoriser un engagement significatif peut venir soutenir les projets d'apprentissage et de revitalisation déjà en cours dans ces communautés. Dans le présent document, nous présentons des cas qui illustrent le lien entre les objectifs linguistiques et les processus de réconciliation (par exemple, les appels à l'action du Comité de vérité et réconciliation) ainsi que d'autres cadres de travail (par exemple, ceux proposés par les Nations Unies). Il est crucial de mettre au jour autant de démarches que possible pour élever le statut des langues du point de vue des locuteurs, des non-locuteurs et des étrangers, et cela peut se réaliser dans une certaine mesure en créant des ressources pour favoriser la littératie dans une langue donnée (Davis 2017).

Nous présentons quatre raisons principales qui montrent en quoi la langue est importante dans le cadre d'un engagement significatif : le territoire et la langue sont liés, la langue aide à préserver l'intégrité des connaissances autochtones, la langue peut aider à favoriser la confiance et éventuellement la réconciliation et, enfin, la langue peut aider à renverser les déséquilibres de pouvoir. Premièrement, nous soulignons le lien entre le territoire et la langue et nous expliquons comment ce lien est conceptualisé idéologiquement dans de nombreuses cultures autochtones (Ferguson et Weaselboy 2020). La langue est liée au territoire en tant que « ressource culturelle intégrée » (Perley 2011) qui constitue également une relation spirituelle dans laquelle les humains ont la responsabilité de gérer le territoire ainsi que les connaissances associées, lesquelles sont étroitement liées aux langues autochtones. De nombreuses études révèlent comment l'intendance du territoire et de

la langue fonctionne en synergie (Schreyer 2008, 2011, 2016; voir aussi Fettes 2019 pour un aperçu) et favorise des « relations durables » entre le territoire et la langue (Ferguson et Weaselboy 2020). Le deuxième point critique est étroitement lié au premier : les langues, même celles qui sont étroitement apparentées entre elles, n'existent pas uniquement en correspondances biunivoques facilement substituables. Le langage que nous utilisons pour parler du territoire est important. Différentes langues mettent en évidence – voire créent – différents types de réalités, de philosophies, de comportements et de perceptions (Harre et al. 1999; voir Armstrong 2018 concernant le concept *tmixw* de la langue *syilx*). Cela est particulièrement important lorsqu'on tente de recueillir et de consulter des données sur les connaissances autochtones (par exemple, le savoir écologique traditionnel, ou SET).

La troisième raison concerne l'installation de la confiance dans le processus d'engagement. Fellows (2017) observe que le fondement de la confiance est souvent lié à l'acceptation des revendications d'autrui en matière de connaissances; cependant, elle soutient que l'établissement d'une confiance sans croyance partagée est possible si on reconnaît la notion de réalisme pluraliste (aucune méthode ou cadre ne peut nous aider à tout comprendre sur le monde). Nous suggérons que les langues autochtones soient apprises autant que possible par des chercheurs extérieurs, à la fois pour permettre une compréhension plus profonde des connaissances et aussi en signe de respect. « Parler la même langue » n'installe pas automatiquement la confiance, mais quand les chercheurs et les consultants utilisent une langue autochtone, ils font preuve d'un plus grand respect et d'une volonté d'accommoder l'autre, ce qui favorise peut-être le processus de réconciliation (Little Bear 2000). On peut encourager l'utilisation de la langue, dans le cadre d'un projet de consultation, en employant des méthodologies de recherche et des cadres théoriques autochtones tels que l'approche à deux voies (L'Hommecourt et al. 2022) ou l'approche à double perspective, lesquelles favorisent une compréhension mutuelle entre Autochtones et non-Autochtones (Van Bever et al. 2021). Enfin, la quatrième raison concerne l'utilisation des langues autochtones dans la recherche et la consultation, utilisation qui permet de renverser l'hégémonie de longue date des langues coloniales – et l'hégémonie du monolinguisme comme norme – employées pour la collecte des données, la communication et la diffusion des résultats. Avoir plusieurs « langues communes » demande de remettre en question l'idéologie du monolinguisme selon laquelle une seule langue à la fois doit être utilisée pour communiquer (et selon laquelle une seule langue est suffisante). Le recours aux langues autochtones pourrait potentiellement intervenir dans les relations de pouvoir entre les représentants gouvernementaux et les communautés autochtones, et ce, en offrant un espace pour des visions du monde et des perceptions de la réalité distinctes.

Dans ce contexte, nous présentons deux études de cas (l'utilisation du concept de l'Inuit *Qaujimaqatugangit*, ou IQ, dans la gouvernance et l'industrie du Nunavut; et l'utilisation du concept d'Î-kanatak *Askiy*, un terme cri, par l'Office national de l'énergie) qui mettent en lumière les tentatives d'intégration de concepts linguistiques autochtones dans les politiques. Nous décrivons comment l'incorporation des langues autochtones en tant que concepts a été proposée et incorporée (ou non) dans les politiques environnementales au niveau fédéral et nous en dégageons les éléments pertinents pour le concept du CNC proposé. Bien que ces exemples présentent certaines lacunes, ils mettent en lumière trois répercussions positives pour un engagement significatif qui a recours aux langues : a) l'utilisation d'une langue autochtone locale favorise l'adoption d'une approche localisée de l'engagement, b) les termes autochtones apportent des visions du monde et des réalités

différentes, dont la compréhension offre des occasions de réconciliation, et ces termes soulignent la différence entre les valeurs, la gouvernance et les traditions juridiques autochtones et eurocentriques, c) l'utilisation de la langue à toutes les étapes du processus d'engagement communautaire vient appuyer les efforts de réconciliation et de revitalisation de la langue. Sur ces points, nous dégagons ensuite des liens avec les 94 appels à l'action du Comité de vérité et réconciliation (2015) ainsi qu'avec la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DUNDP, 2007).

Nous avons indiqué qu'un engagement significatif dans le contexte du CNC doit impliquer la reconnaissance de l'importance des langues, et ce, à plusieurs niveaux. Un engagement significatif ne doit pas présupposer que l'anglais ou le français sont les langues d'engagement simplement en raison de leur domination politique et sociale ou de leur enclassement en tant que langues officielles fédérales. Les membres des communautés autochtones devraient avoir le choix d'utiliser leurs langues s'ils le jugent approprié. Recevoir des informations dans la langue de la communauté – par le biais de la traduction, comme le précise Wright (2020) – permet aux gens de communiquer des nuances et du sens sur des sujets pertinents sur le plan culturel et environnemental; nuances et sens qui pourraient être absents ou difficilement exprimables en anglais ou en français. L'utilisation des langues autochtones pour le processus de consultation, dans la mesure du possible (et si les membres de la communauté le jugent approprié, bien sûr), peut aider à faire la lumière sur la vision du monde d'une manière qui pourrait autrement faire défaut; l'utilisation de la langue aide à tenir compte et à intégrer pleinement les connaissances autochtones dans le processus de consultation. Étant donné que le savoir autochtone peut « se perdre dans la traduction », l'apprentissage d'une langue autochtone, dans la mesure du possible, par les chercheurs et les consultants externes favorise une compréhension et une appréciation plus profondes du réalisme pluraliste (Fellows 2017).

Bien que les différentes communautés autochtones et les personnes qui y habitent ne soient pas toujours d'accord sur la façon d'atteindre la réconciliation avec les peuples non autochtones et le gouvernement canadien, certains croient que l'apprentissage et la socialisation qui se produisent par l'acquisition d'une langue peuvent être vus comme un pas dans la bonne direction (Little Bear 2000). Cela veut dire que parfois, au lieu de s'attendre à ce que les Autochtones traduisent leurs connaissances en anglais ou en français, les consultants devraient se montrer prêts à apprendre et à utiliser les langues autochtones (ou du moins à se familiariser avec elles) dans une plus grande mesure pour aller à la rencontre des locuteurs. Un engagement significatif peut donc également être réalisé en créant des recommandations politiques qui aident à soutenir les projets de revitalisation linguistique en cours, et donc les processus de réconciliation et de décolonisation ou d'autochtonisation.